



Numérique

La digitalisation du monde est, avec la question climatique et environnementale, l'un des grands défis de notre société contemporaine.

Les nouvelles technologies sont en train de reconfigurer nos modes de vie et nos modèles de sociétés et constituent à terme des menaces systémiques pour notre économie et un risque de vassalisation pour nos états dans leurs fonctions régaliennes, en passe d'être privatisées.

Face à ces bouleversements, il est impératif de mettre en œuvre une stratégie nationale et européenne capable de préserver notre capacité d'innovation et notre souveraineté numérique face aux géants technologiques américains et asiatiques. Entre ces deux derniers modèles, il existe une voie française et européenne basée sur nos valeurs fondamentales. Nous devons également bâtir un modèle capable de faire de cette révolution numérique l'un des moteurs du développement humain et économique et du progrès social de demain.

Emmanuel Macron : loin du discours de la startup nation, une proximité et une complaisance inquiétante avec les GAFAM

Toujours prompt à afficher une volonté combattive pour contrer le poids des GAFAM dans le paysage numérique français, le gouvernement ne fait que d'abandonner, secteur après secteur, nos données aux entreprises américaines. Exemple : nos données de santé traitées par le Health Data Hub (plateforme de centralisation de données médicales) confiées à Microsoft et plus récemment, les données du nucléaire français confiées à Google...

Les propositions des Centristes pour reprendre en main notre destin numérique

Assurer l'égalité de tous les citoyens devant un bien devenu aussi essentiel que l'eau ou l'électricité : l'accès à l'Internet, à travers l'aménagement du territoire et l'équipement de chacun.

Engager la formation et l'information de tous. Depuis l'école en passant par les administrations, les entreprises, le secteur public comme privé, le numérique est l'affaire de tous, de toutes les générations et toutes les catégories sociales et professionnelles. Déclarer la montée en compétence numérique de tous grande cause nationale pour 2023 à travers la mise en place de plusieurs mesures :

Systématiser et sanctuariser les cours de culture numérique au collège afin d'apprendre aux élèves les bases de la programmation informatique et à maîtriser les outils informatiques universels (suite bureautique, cloud).

Intégrer un volet numérique aux cours d'éducation civique afin de sensibiliser à l'importance du numérique dans la vie du citoyen : impact du numérique sur le fonctionnement de la démocratie, prévention face aux infos, utilisation responsable des réseaux sociaux ou encore outils numériques publics (plateformes gouvernementales, démarches dématérialisées, etc).

Encourager les entreprises à proposer des formations aux outils numériques à leurs employés en échange d'une prise en charge par l'Etat ou les collectivités d'une partie des dépenses engendrées.

Flécher une partie des économies réalisées grâce à la dématérialisation des administrations et des services publics vers la lutte contre l'illectronisme.

Construire notre souveraineté numérique en redevant pleinement acteurs d'un écosystème que nous avons laissé se développer ailleurs alors que l'Europe dispose de tous les talents pour assurer son autonomie numérique :

Clarifier le débat sur la notion de souveraineté numérique en intégrant l'idée que, si nous ne faisons rien nous sommes bien en passe de devenir définitivement une colonie du monde numérique et que la reconquête de notre souveraineté est une ambition pour plusieurs années, une reconstruction progressive d'un écosystème souverain à construire brique après brique mais doit être affichée de manière volontariste.

Agir de manière coordonnée stratégique et offensive aux niveaux juridiques, fiscaux, économiques, industriels, culturels et sociétaux :

- **Refonder la gouvernance du numérique au niveau national** en fusionnant l'actuel secrétariat d'Etat chargé de la Transition Numérique et la Direction Interministérielle du Numérique et en rattachant les moyens et les prérogatives de cette nouvelle entité à Matignon, sous l'égide d'un Ministre délégué auprès du Premier ministre. Cette gouvernance renouvelée pilotera de façon transversale l'ensemble des politiques liées à la transition numérique.
- **Refonder un ministère de l'industrie assorti d'une politique de relocalisation des productions et du numérique.**



Numérique

Agir dans plusieurs directions pour assurer la souveraineté numérique française et européenne, notamment au niveau réglementaire :

- **Développer une régulation offensive de l'écosystème numérique :**
 - **Imposer des obligations beaucoup plus fortes aux plateformes devenues des services et espaces publics dont le modèle basé sur l'attention est dangereux en interdisant la publicité ciblée pour les enfants, exigeant une transparence totale des algorithmes, menant des audits réguliers avec des chercheurs indépendants et en étudiant les risques systémiques avant la mise en service et commercialisation des nouvelles applications.**
 - **Responsabiliser pleinement les plates-formes en créant un véritable statut des hébergeurs et contenus.**
- **Mettre en place, à côté du RGPD, un régime exigeant de protection des données (un actif stratégique majeur) afin de lutter contre la prédation des géants du numérique américains et chinois.**
 - **Imposer dans tous les cas localisation et traitement de nos données (des secteurs et activités stratégiques) sur le sol européen par des entreprises européennes.**
 - **Compléter le RGPD par une législation sur l'Internet des objets** qui engendrera une démultiplication massive de circulation de nos données personnelles et des entreprises.
- **Porter une ambition industrielle qui fait confiance à nos entreprises technologiques du numérique.**
 - **Créer un Small Business Act français et des quotas européens pour attribuer de manière préférentielle les marchés publics liés au numérique aux entreprises françaises et européennes.**
 - **Rétablir l'existence d'un fonds stratégique d'investissement souverain dédié à la sauvegarde de notre autonomie technologique, tel qu'il existait avant sa suppression par François Hollande.**
 - **Aider au développement numérique des secteurs stratégiques** comme la santé connectée, la maîtrise de l'énergie, l'environnement, les transports ou encore les Fintech ou les outils cryptographiques, secteurs clés et stratégiques qui façonneront le paysage industriel de demain.
 - **Promouvoir de nouveaux modèles économiques originaux** autour de concepts comme la Green tech ou le slow web pour répondre aux menaces liées aux modèles des grandes plateformes américaines et chinoises basées sur l'attention et la surveillance.

- **Œuvrer à la recherche d'une souveraineté numérique au niveau européen.**
 - **Créer un cadre favorable à l'émergence de champions européens de la donnée, du cloud, de la micro-électronique et de l'intelligence artificielle** pour assurer l'autonomie européenne dans ces domaines. Ce cadre passera notamment par l'augmentation des moyens accordés aux initiatives déjà menées comme par **exemple l'Initiative pour un Processeur Européenne, qui vise à doter l'Europe d'un processeur à haute-performance d'ici 2023.**
- **Mettre en place un cadre éthique et déontologique pour accompagner la révolution numérique.**
 - **Renforcer l'obligation de transparence en matière de lobbying** en imposant, comme aux Etats-Unis, la déclaration des montants qui y sont consacrés par les entreprises.
 - **Encadrer strictement les phénomènes d'alternances** entre des fonctions importantes au sein de la haute administration ou des institutions européennes et des fonctions de responsabilités au sein de grands groupes de numériques ou de leurs groupements de lobbying.